

**SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,  
COMMERCE EXTERIEUR  
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT**

F. 2005 — 871

[C — 2005/15050]

**3 MARS 2005. — Loi portant assentiment, au Protocole modifiant la Convention portant création d'un Office européen de police (Convention Europol) et le Protocole sur les privilèges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents, fait à Bruxelles, le 28 novembre 2002 (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

**Art. 2.** Le Protocole modifiant la Convention portant création d'un Office européen de police (Convention Europol) et le protocole sur les privilèges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents, fait à Bruxelles, le 28 novembre 2002, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 3 mars 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,  
K. DE GUCHTLa Ministre de la Justice,  
Mme L. ONKELINXLe Ministre de l'Intérieur,  
P. DEWAELE

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,  
Mme L. ONKELINX

Notes

(1) *Session 2004-2005.*

Sénat :

*Documents parlementaires.* — Projet de loi déposé le 24 novembre 2004, n° 3-930/1. — Rapport, n° 3-390/2.

*Annales parlementaires.* — Discussion, séance du 21 décembre 2004. — Vote, séance du 21 décembre 2004.

Chambre des représentants :

*Documents parlementaires.* — Projet transmis par le Sénat, n° 51-1527/1. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, n° 51-1527/2

*Annales parlementaires.* — Discussion, séance du 20 janvier 2005. Vote, séance du 20 janvier 2005.

**Protocole modifiant la Convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol) et le Protocole sur les privilèges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents**

Les hautes parties contractantes au présent protocole et les parties contractantes à la convention portant création d'un Office européen de police et au protocole sur les privilèges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents, Etats membres de l'Union européenne,

Se référant à l'acte du Conseil de l'Union européenne du 28 novembre 2002,

Considérant ce qui suit :

(1) En vertu de l'article 30, paragraphe 2, point a), du traité sur l'Union européenne, le Conseil permet à Europol de faciliter et d'appuyer la préparation, et d'encourager la coordination et la mise en

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

N. 2005 — 871

[C — 2005/15050]

**3 MAART 2005. — Wet houdende instemming met het Protocol tot wijziging van de Overeenkomst tot oprichting van een Europese Politiedienst (Europol-Overeenkomst) en het Protocol betreffende de voorrechten en immunititeiten van Europol, de leden van zijn organen, zijn adjunct-directeuren en zijn personeelsleden, gedaan te Brussel op 28 november 2002 (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

**Art. 2.** Het Protocol tot wijziging van de Overeenkomst tot oprichting van een Europese Politiedienst (Europol-Overeenkomst) en het Protocol betreffende de voorrechten en immunititeiten van Europol, de leden van zijn organen, zijn adjunct-directeuren en zijn personeelsleden, gedaan te Brussel op 28 november 2002, zal volkomen gevolgd hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 3 maart 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,  
K. DE GUCHTDe Minister van Justitie,  
Mevr. L. ONKELINXDe Minister van Binnenlandse Zaken,  
P. DEWAELE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
Mevr. L. ONKELINX

Nota's

(1) *Zitting 2004-2005.*

Senaat :

*Parlementaire documenten.* — Ontwerp van wet ingediend op 24 november 2004, nr. 3-930/1. — Verslag, nr. 3-390/2.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking, vergadering van 21 december 2004. — Stemming, vergadering van 21 december 2004.

Kamer van volksvertegenwoordigers :

*Parlementaire documenten.* — Ontwerp overgezonden door de Senaat, nr. 51-1527/1. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 51-1527/2

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking, vergadering van 20 januari 2005. Stemming, vergadering van 20 januari 2005.

**Protocol tot wijziging van de Overeenkomst tot oprichting van een Europese Politiedienst (Europol-Overeenkomst) en het Protocol betreffende de voorrechten en immunititeiten van Europol, de leden van zijn organen, zijn adjunct-directeuren en zijn personeelsleden**

De hoge verdragsluitende partijen bij dit protocol en de hoge verdragsluitende partijen bij de Overeenkomst tot oprichting van een Europese Politiedienst en bij het Protocol betreffende de voorrechten en immunititeiten van Europol, de leden van zijn organen, zijn adjunct-directeuren en zijn personeelsleden, lidstaten van de Europese Unie,

Verwijzend naar de Akte van de Raad van de Europese Unie van 28 november 2002,

Overwegende hetgeen volgt :

(1) Volgens artikel 30, lid 2, onder a), van het Verdrag betreffende de Europese Unie dient de Raad Europol in staat te stellen tot het vergemakkelijken en ondersteunen van de voorbereiding en het

ouvre d'actions spécifiques d'enquête menées par les autorités compétentes des Etats membres, y compris des actions opérationnelles d'équipes conjointes, comprenant des représentants d'Europol à titre d'appui.

(2) Il est nécessaire d'établir des règles régissant une telle participation d'Europol aux équipes communes d'enquête. Ces règles devraient porter sur le rôle des agents d'Europol au sein de ces équipes, l'échange d'informations entre Europol et l'équipe commune d'enquête ainsi que la responsabilité non contractuelle pour les dommages causés par des agents d'Europol participant à ces équipes.

(3) En application de l'article 30, paragraphe 2, point *b*), du traité sur l'Union européenne, il y a lieu d'arrêter des mesures permettant à Europol de demander aux autorités compétentes des Etats membres de mener et de coordonner des enquêtes dans des affaires précises.

(4) Le protocole sur les privilèges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents devrait être modifié afin de prévoir que l'immunité des membres du personnel d'Europol pour toutes les paroles prononcées ou écrites et/ou pour les actes qu'ils accomplissent dans l'exercice de leurs fonctions officielles ne s'étend pas à leurs activités en tant que participants aux équipes communes d'enquête,

sont convenues des dispositions suivantes :

#### Article 1<sup>er</sup>

La Convention Europol est modifiée comme suit :

1. Les points suivants sont ajoutés à l'article 3, paragraphe 1<sup>er</sup> :

« 6. participer à titre d'appui aux équipes communes d'enquête, conformément à l'article 3*bis*;

7. demander aux autorités compétentes des Etats membres concernés de mener ou de coordonner des enquêtes dans des cas précis, conformément à l'article 3*ter*. »

2. Les articles suivants sont insérés :

a) « Article 3*bis*

Participation aux équipes communes d'enquête

1. Des agents d'Europol peuvent participer à titre d'appui aux équipes communes d'enquête, y compris aux équipes constituées conformément à l'article 1<sup>er</sup> de la décision-cadre du 13 juin 2002 relative aux équipes communes d'enquête (1) ou conformément à l'article 13 de la convention du 29 mai 2000 relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les Etats membres de l'Union européenne, dans la mesure où ces équipes enquêtent sur des infractions relevant de la compétence d'Europol conformément à l'article 2. Les agents d'Europol peuvent, dans les limites prévues par le droit de l'Etat membre où l'équipe commune d'enquête intervient et conformément à l'arrangement visé au paragraphe 2, prêter leur concours à toutes les activités et échanger des informations avec tous les membres de l'équipe commune d'enquête, conformément au paragraphe 3. Toutefois, ils ne participent à l'adoption d'aucune mesure coercitive.

2. Les modalités, sur le plan administratif, de la participation des agents d'Europol à une équipe commune d'enquête sont établies dans un arrangement entre le directeur d'Europol et les autorités compétentes des Etats membres participant à l'équipe commune d'enquête, avec le concours des unités nationales. Les règles qui régissent de tels arrangements sont arrêtées par le conseil d'administration d'Europol à la majorité des deux tiers de ses membres.

3. Les agents d'Europol s'acquittent de leurs tâches sous l'autorité du chef de l'équipe, compte tenu des conditions établies dans l'arrangement visé au paragraphe 2.

4. Conformément à l'arrangement visé aux paragraphes 2 et 3, les agents d'Europol peuvent être directement en liaison avec les membres de l'équipe commune d'enquête et communiquer aux membres et aux membres détachés de l'équipe commune d'enquête, conformément à la présente convention, les informations provenant de tout élément du système informatisé de recueil d'informations visé à l'article 6. En cas de liaison directe, Europol en informe simultanément les unités nationales des Etats membres représentés dans l'équipe ainsi que les Etats membres qui ont fourni les informations.

aanmoedigen van de coördinatie en uitvoering van specifieke onderzoeksacties door de bevoegde autoriteiten van de lidstaten, inclusief operationele acties van gezamenlijke teams waarvan vertegenwoordigers van Europol ter ondersteuning deel uitmaken.

(2) Er dienen regels te worden vastgesteld voor de deelname van Europol aan gemeenschappelijke onderzoeksteams. In die regels moeten de rol van de Europol-functionarissen in die teams, de uitwisseling van informatie tussen Europol en het gemeenschappelijk onderzoeksteam, alsmede de niet-contractuele aansprakelijkheid voor schade, veroorzaakt door Europol-functionarissen die aan dergelijke teams deelnemen, worden vastgelegd.

(3) Volgens artikel 30, lid 2, onder *b*), van het Verdrag betreffende de Europese Unie dienen er maatregelen te worden genomen waardoor Europol de bevoegde autoriteiten van de lidstaten kan vragen onderzoek in specifieke zaken te verrichten en te coördineren.

(4) Het Protocol betreffende de voorrechten en immunititeiten van Europol, de leden van zijn organen, zijn adjunctdirecteuren en zijn personeelsleden, moet zodanig worden gewijzigd dat de immuniteit van personeelsleden van Europol in woord, geschrift en daad die zij in de uitoefening van hun ambt genieten, niet geldt voor hun activiteiten als deelnemer aan de gemeenschappelijke onderzoeksteams,

hebben overeenstemming bereikt omtrent de volgende bepalingen :

#### Artikel 1

De Europol-Overeenkomst wordt als volgt gewijzigd :

1. aan artikel 3, lid 1, worden de volgende punten toegevoegd :

« 6. ter ondersteuning deel uit te maken van gemeenschappelijke onderzoeksteams overeenkomstig artikel 3*bis*;

7. de bevoegde autoriteiten van de betrokken lidstaten te verzoeken in specifieke gevallen onderzoek uit te voeren of te coördineren overeenkomstig artikel 3*ter*. »

2. de volgende artikelen worden ingevoegd :

a) « Artikel 3*bis*

Deelname aan gemeenschappelijke onderzoeksteams

1. Europol-functionarissen kunnen ter ondersteuning deel uitmaken van gemeenschappelijke onderzoeksteams, met inbegrip van teams die zijn opgezet overeenkomstig artikel 1 van het kaderbesluit van 13 juni 2002 inzake gemeenschappelijke onderzoeksteams (1) of overeenkomstig artikel 13 van de Overeenkomst van 29 mei 2000 betreffende de wederzijdse rechtshulp in strafzaken tussen de lid-Staten van de Europese Unie, voorzover deze teams strafbare feiten onderzoeken waarvoor Europol uit hoofde van artikel 2 bevoegd is. Europol-functionarissen kunnen, binnen de grenzen van de wet van de lidstaat waar het onderzoeksteam optreedt en conform het in lid 2 bedoelde akkoord, deelnemen aan alle acties en informatie uitwisselen met alle leden van het gemeenschappelijk onderzoeksteam, overeenkomstig lid 3. Zij nemen echter niet deel aan de uitvoering van dwangmaatregelen.

2. De administratieve uitvoering van de deelname van Europolfunctionarissen aan een gemeenschappelijk onderzoeksteam wordt vastgelegd in een akkoord tussen de directeur van Europol en de bevoegde autoriteiten van de lidstaten die aan het gemeenschappelijk onderzoeksteam deelnemen, in overleg met de nationale eenheden. De regels waaraan akkoorden moeten voldoen, worden vastgesteld door de raad van bestuur van Europol, die met een meerderheid van twee derde van de stemmen van zijn leden besluit.

3. De Europol-functionarissen verrichten hun taken onder het gezag van de leider van het team, onder de in het in lid 2 bedoelde akkoord gestelde voorwaarden.

4. In overeenstemming met het in de leden 2 en 3 bedoelde akkoord kunnen Europol-functionarissen rechtstreeks in verbinding staan met de leden van het gemeenschappelijk onderzoeksteam en, in overeenstemming met deze overeenkomst, aan de teamleden en de gedetacheerde teamleden informatie verstrekken uit een van de bestanddelen van de in artikel 6 bedoelde geautomatiseerde gegevensbestanden. In geval van een rechtstreekse verbinding worden de nationale eenheden van de lidstaten die aan het team deelnemen alsook de lidstaten die de informatie verstrekt hebben, hiervan terzelfder tijd door Europol in kennis gesteld.

5. Les informations obtenues par un agent d'Europol lors de sa participation à une équipe commune d'enquête peuvent, avec l'accord et sous la responsabilité de l'Etat membre qui les a fournies, être introduites dans un des éléments du système informatisé selon les conditions établies par la présente convention.

6. Au cours des opérations d'une équipe commune d'enquête visées au présent article, les agents d'Europol sont soumis au droit interne de l'Etat membre d'intervention, applicable aux personnes exerçant des fonctions comparables, en ce qui concerne les infractions dont ils seraient victimes ou qu'ils commettraient.

b) « Article 3ter

Demandes formulées par Europol pour que soient engagées des enquêtes pénales

1. Les Etats membres doivent traiter toute demande que leur adresse Europol pour les inviter à engager, mener ou coordonner des enquêtes dans des cas précis et lui accorder toute l'attention requise. Ils doivent signaler à Europol s'ils entendent engager l'enquête demandée.

2. Si les autorités compétentes de l'Etat membre décident de ne pas donner suite à la demande d'Europol, elles informent celui-ci de leur décision et des raisons qui la motivent, sauf si elles ne peuvent fournir de justifications dans la mesure où :

i) cela porterait atteinte à des intérêts nationaux essentiels en matière de sécurité, ou

ii) cela compromettrait le bon déroulement d'enquêtes en cours ou la sécurité de personnes.

3. Les réponses aux demandes d'Europol invitant les Etats membres à engager, mener ou coordonner des enquêtes dans des cas précis ainsi que les informations concernant le résultat des enquêtes communiquées à Europol doivent être envoyées par l'intermédiaire des autorités compétentes des Etats membres, conformément aux règles prévues dans la Convention Europol et à la législation nationale pertinente.

4. En vertu d'un accord de coopération à signer avec Eurojust, lorsqu'Europol demande que des enquêtes pénales soient engagées, il en informe Eurojust. »

c) « Article 39bis

Responsabilité relative à la participation d'Europol aux équipes communes d'enquête

1. L'Etat membre sur le territoire duquel des dommages sont causés par des agents d'Europol opérant conformément à l'article 3bis dans ledit Etat membre, lors de leur participation à des mesures opérationnelles, assume la réparation de ces dommages dans les conditions applicables aux dommages causés par ses propres agents.

2. Sauf accord contraire de l'Etat membre concerné, Europol rembourse intégralement à ce dernier toutes les sommes versées aux victimes ou à leurs ayants droit pour les dommages visés au paragraphe 1<sup>er</sup>. Tout désaccord entre cet Etat membre et Europol sur le principe ou le montant du remboursement doit être soumis au conseil d'administration, qui statue à la majorité des deux tiers. »

3. Les points suivants sont ajoutés à l'article 28, paragraphe 1<sup>er</sup> :

« 1bis. arrête à la majorité des deux tiers les règles qui régissent les modalités, sur le plan administratif, de la participation des agents d'Europol aux équipes communes d'enquête (article 3bis, paragraphe 2); »

« 21bis. statue à la majorité des deux tiers sur les litiges entre un Etat membre et Europol concernant la responsabilité relative à la participation d'Europol aux équipes communes d'enquête (article 39bis); »

5. Informatie die door een Europol-functionaris als deelnemer aan een gemeenschappelijk onderzoeksteam is verkregen, kan met instemming en onder de verantwoordelijkheid van de lid-Staat die de informatie heeft verstrekt onder de in deze overeenkomst vastgestelde voorwaarden in ieder bestanddeel van het geautomatiseerde gegevensbestand worden opgenomen.

6. Tijdens het optreden van een gemeenschappelijk onderzoeksteam als bedoeld in dit artikel vallen Europol-functionarissen met betrekking tot strafbare feiten die tegen of door hen worden begaan, onder de nationale wetten die in de lidstaat waarin wordt opgetreden gelden voor personen met een vergelijkbare functie.

b) « Artikel 3ter

Verzoeken van Europol om instelling van een strafrechtelijk onderzoek

1. De lid-Staten nemen verzoeken van Europol om in specifieke gevallen een onderzoek in te stellen, uit te voeren of te coördineren in behandeling en bestuderen deze verzoeken zorgvuldig. Aan Europol wordt meegegeeld of het gevraagde onderzoek zal worden ingesteld.

2. Indien de bevoegde autoriteiten van de lid-Staat besluiten geen gevolg aan een verzoek van Europol te geven, stellen zij Europol in kennis van hun besluit en van de redenen daarvoor, tenzij zij deze redenen niet kunnen vermelden, omdat dit :

i) schadelijk zou zijn voor de wezenlijke veiligheid van het land; of

ii) het welslagen van lopende onderzoeken of de veiligheid van personen in gevaar zou brengen.

3. Antwoorden op verzoeken van Europol om een onderzoek in te stellen, uit te voeren of te coördineren alsmede informatie voor Europol over onderzoeksresultaten, worden via de bevoegde instanties in de lid-Staten toegezonden overeenkomstig de voorschriften van de Europol-Overeenkomst en de toepasselijke nationale wetgeving.

4. Op grond van een met Eurojust te sluiten samenwerkingsovereenkomst doet Europol, wanneer hij verzoekt om instelling van een strafrechtelijk onderzoek, daarvan mededeling aan Eurojust. »

c) « Artikel 39bis

Aansprakelijkheid in verband met de deelname van Europol aan gemeenschappelijke onderzoeksteams

1. De lidstaat op het grondgebied waarvan overeenkomstig artikel 3bis optredende Europol-functionarissen schade veroorzaken tijdens hun deelname aan operationele handelingen vergoedt die schade op dezelfde wijze als schade die door zijn eigen functionarissen is toegebracht.

2. Tenzij de betrokken lid-Staat instemt met een andere regeling, betaalt Europol het volledige bedrag terug dat die lidstaat op grond van de in lid 1 bedoelde schade aan de slachtoffers of hun rechtverkrijgenden heeft uitgekeerd. Geschillen tussen die lid-Staat en Europol over het principe of het bedrag van de terugbetaling worden voorgelegd aan de raad van bestuur, die met een tweederde meerderheid uitspraak doet. »;

3. De de volgende punten worden ingevoegd in artikel 28, lid 1 :

« 1bis. stelt met een meerderheid van twee derde van de stemmen van zijn leden regels vast voor de administratieve uitvoering van de deelname van Europol-functionarissen aan gemeenschappelijke onderzoeksteams (artikel 3bis, lid 2) »;

« 21bis. doet met een tweederde meerderheid uitspraak in geschillen tussen een lidstaat en Europol betreffende de aansprakelijkheid in verband met de deelname van Europol aan gemeenschappelijke onderzoeksteams (artikel 39bis). ».

## Article 2

Le paragraphe suivant est ajouté à l'article 8 du protocole établissant les privilèges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents :

« 4. Conformément à l'article 17, paragraphe 2, l'immunité prévue au paragraphe 1<sup>er</sup>, point a) n'est pas accordée pour les actes officiels dont l'accomplissement est requis dans le cadre des fonctions exercées au titre de l'article 3bis de la convention pour ce qui concerne la participation des agents d'Europol à des équipes communes d'enquête. »

## Article 3

1. Le présent protocole est soumis à l'adoption par les Etats membres selon leurs règles constitutionnelles respectives.

2. Les Etats membres notifient au Secrétaire général du Conseil de l'Union européenne l'accomplissement des procédures requises par leurs règles constitutionnelles pour l'adoption du présent protocole.

3. Le présent protocole entre en vigueur quatre-vingt-dix jours après la notification, visée au paragraphe 2, par l'Etat membre, membre de l'Union européenne à la date de l'adoption par le Conseil de l'acte établissant le présent protocole, qui procède le dernier à cette formalité.

## Article 4

1. Le présent protocole est ouvert à l'adhésion de tout Etat qui devient membre de l'Union européenne, si le présent protocole n'est pas entré en vigueur à la date du dépôt des instruments d'adhésion à la convention Europol, conformément à l'article 46 de ladite convention.

2. Les instruments d'adhésion au présent protocole sont déposés en même temps que les instruments d'adhésion à la convention Europol, conformément à l'article 46 de cette dernière.

3. Le texte du présent protocole dans la langue de l'Etat adhérent, établi par le Conseil de l'Union européenne, fait foi.

4. Si le présent protocole n'est pas entré en vigueur à l'expiration de la période visée à l'article 46, paragraphe 4, de la convention Europol, il entre en vigueur à l'égard de l'Etat membre adhérent à la date de l'entrée en vigueur du présent protocole, conformément à l'article 3, paragraphe 3.

5. Si le présent protocole entre en vigueur conformément à l'article 3, paragraphe 3, avant l'expiration de la période visée à l'article 46, paragraphe 4, de la convention Europol, mais après le dépôt de l'instrument d'adhésion visé au paragraphe 2 du présent article, l'Etat membre adhérent adhère à la convention Europol telle que modifiée en vertu du présent protocole, conformément à l'article 46 de la convention Europol.

## Article 5

1. Le secrétaire général du Conseil de l'Union européenne est dépositaire du présent protocole.

2. Le dépositaire publie au *Journal officiel des Communautés européennes* l'état des adoptions et des adhésions ainsi que toute autre notification relative au présent protocole.

Fait à Bruxelles, le 28 novembre 2002.

(1) JO L 162 du 20.6 2002, p. 1. »

## Artikel 2

Aan artikel 8 van het Protocol betreffende de voorrechten en immunititeiten van Europol, de leden van zijn organen, zijn adjunct-directeuren en zijn personeelsleden wordt het volgende lid toegevoegd :

« 4. Overeenkomstig artikel 17, lid 2, geldt de immunititeit overeenkomstig lid 1, onder a), niet voor handelingen die ambtshalve worden verricht bij de uitoefening van de in artikel 3bis van de overeenkomst bedoelde taken die betrekking hebben op de deelname van Europol-functionarissen aan gemeenschappelijke onderzoeksteams. »

## Artikel 3

1. Dit protocol wordt door de lidstaten aangenomen overeenkomstig hun onderscheiden grondwettelijke bepalingen.

2. De lid-Staten stellen de secretaris-generaal van de Raad van de Europese Unie in kennis van de voltooiing van de procedures die overeenkomstig hun onderscheiden grondwettelijke bepalingen vereist zijn voor de aanneming van dit protocol.

3. Dit protocol treedt in werking 90 dagen na de in lid 2 beoogde kennisgeving door de staat die op de datum van aanneming door de Raad van de akte tot vaststelling van dit protocol, lid is van de Europese Unie en die als laatste deze formaliteit vervult.

## Artikel 4

1. Elke staat die lid wordt van de Europese Unie kan tot dit protocol toetreden, indien het protocol op de datum van nederlegging van de akte van toetreding tot de Europol-Overeenkomst, overeenkomstig artikel 46 van de overeenkomst, nog niet in werking is getreden.

2. De akten van toetreding tot dit protocol worden gelijktijdig neergelegd met de akten van toetreding tot de Europol-Overeenkomst, in overeenstemming met artikel 46 van de overeenkomst.

3. De door de Raad van de Europese Unie vastgestelde tekst van het protocol in de taal van de toetredende lid-Staat is authentiek.

4. Indien het protocol bij het verstrijken van de in artikel 46, lid 4, van de Europol-Overeenkomst bedoelde periode nog niet in werking is getreden, treedt het voor de toetredende lid-Staat in werking op de datum van inwerkingtreding van dit protocol, overeenkomstig artikel 3, lid 3.

5. Indien het protocol overeenkomstig artikel 3, lid 3, in werking treedt voordat de in artikel 46, lid 4, van de Europol-Overeenkomst bedoelde periode verstreken is, maar nadat de in lid 2 bedoelde akte van toetreding neergelegd is, treedt de toetredende lidstaat overeenkomstig artikel 46 van de Europol-Overeenkomst toe tot de bij het protocol gewijzigde Europol-Overeenkomst.

## Artikel 5

1. De secretaris-generaal van de Raad van de Europese Unie is de depositaris van dit protocol.

2. De depositaris maakt de informatie over de vordering van de aanneming en toetreding, alsmede andere kennisgevingen in verband met dit protocol, bekend in het *Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen*.

Gedaan te Brussel, 28 november 2002.

(1) PB L 162 van 20.6 2002, blz. 1. »

**Protocole modifiant la Convention portant création d'un Office européen de police (Convention Europol) et le Protocole sur les privilèges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents, fait à Bruxelles, le 28 novembre 2002**

Etats/Organisations	Date authentification	Type de consentement	Date consentement	Entrée vigueur locale
ALLEMAGNE	28/11/2002	Notification	25/03/2004	
AUTRICHE	28/11/2002	Notification	29/04/2004	
BELGIQUE	28/11/2002	Notification	16/03/2005	
CHYPRE		adhésion	31/05/2004	
DANEMARK	28/11/2002	Notification	14/01/2005	
ESPAGNE	28/11/2002	Notification	05/03/2004	
ESTONIE		adhésion	10/03/2005	
FINLANDE	28/11/2002			

Etats/Organisations	Date authentification	Type de consentement	Date consentement	Entrée vigueur locale
FRANCE	28/11/2002			
GRANDE-BRETAGNE	28/11/2002			
GRECE	28/11/2002	Notification	24/12/2004	
HONGRIE		adhésion	28/05/2004	
IRLANDE	28/11/2002			
ITALIE	28/11/2002			
LETTONIE		adhésion	31/05/2004	
LITUANIE		adhésion	27/05/2004	
LUXEMBOURG	28/11/2002			
MALTE		adhésion	30/06/2004	
PAYS-BAS	28/11/2002			
POLOGNE		adhésion	29/07/2004	
PORTUGAL	28/11/2002			
SLOVAQUIE		adhésion	31/05/2004	
SLOVENIE		adhésion	31/05/2004	
SUEDE	28/11/2002			
TCHEQUE REP.		adhésion	28/05/2004	

**Protocol tot wijziging van de Overeenkomst tot oprichting van een Europese Politiedienst (Europol-Overeenkomst) en het Protocol betreffende de voorrechten en immuniteiten van Europol, de leden van zijn organen, zijn adjunct-directeuren en zijn personeelsleden, gedaan te Brussel op 28 november 2002**

Staten/Organisaties	Datum Authentificatie	Type instemming	Datum instemming	Datum interne inwerkingtreding
BELGIE	28/11/2002	Kennisgeving	16/03/2005	
CYPRUS		toetreding	31/05/2004	
DENEMARKEN	28/11/2002	Kennisgeving	14/01/2005	
DUITSLAND	28/11/2002	Kennisgeving	25/03/2004	
ESTLAND		toetreding	10/03/2005	
FINLAND	28/11/2002			
FRANKRIJK	28/11/2002			
GRIEKENLAND	28/11/2002	Kennisgeving	24/12/2004	
GROOT-BRITTANNIË	28/11/2002			
HONGARIJE		toetreding	28/05/2004	
IERLAND	28/11/2002			
ITALIE	28/11/2002			
LETLAND		toetreding	31/05/2004	
LITOUWEN		toetreding	27/05/2004	
LUXEMBURG	28/11/2002			
MALTA		toetreding	30/06/2004	
NEDERLAND	28/11/2002			
OOSTENRIJK	28/11/2002	Kennisgeving	29/04/2004	
POLEN		toetreding	29/07/2004	
PORTUGAL	28/11/2002			
SLOVAKIJE		toetreding	31/05/2004	
SLOVENIE		toetreding	31/05/2004	
SPANJE	28/11/2002	toetreding	05/03/2004	
TSJECHISCHE REP.		toetreding	28/05/2004	
ZWEDEN	28/11/2002			